



Déclaration de Philippe Poutou

Stop aux sanctions contre des militants syndicaux aux Archives de France.

Après des mois de luttes contre la transformation des Archives nationales en Maison de l'histoire de France, le gouvernement entend taper sur les militants syndicaux qui ont mené la résistance contre le projet impulsé par N. Sarkozy.

Trois d'entre eux sont menacés de sanctions pour s'être opposés à la disparition des Archives nationales, héritage de la Révolution française, au profit d'un projet présidentiel donnant de notre passé une image formatée par la droite au pouvoir.

Cette Maison de l'histoire de France, voulue par N. Sarkozy, ne serait qu'un instrument de propagande pour diffuser une histoire officielle, gommant un passé riche de mouvements sociaux, révoltes, révolutions, guerres anti-coloniales, luttes pour les droits sociaux et démocratiques.

Ce projet a suscité l'opposition non seulement des personnels du ministère de la culture mais également des historiens, d'universitaires, de professionnels de la culture, d'artistes et de nombreuses personnalités.

Un an après, ce combat continue et le NPA le soutient entièrement.

Le NPA exige l'arrêt des menaces et des intimidations contre les militants syndicaux inquiétés et la levée des sanctions à leur égard.

Le 12 octobre 2011.